



## ***Contribution du PG au programme pour les européennes***

### **Articuler le programme « Maintenant le Peuple » à la stratégie « Plan A/ Plan B »**

Emmanuel Macron se présente comme un ardent défenseur du projet européen. Porté par les oligarques du vieux continent, il a les faveurs des lobbys et des institutions bruxelloises. De manière évocatrice, il a renommé le quai d'Orsay "ministère de l'Europe et des Affaires étrangères", assumant ainsi que les affaires européennes ne relèvent pas des affaires étrangères. D'une certaine façon, on peut dire avec ironie que Macron rend service à la démocratie en revendiquant la centralité de la question européenne. Les citoyen-e-s prennent conscience, de manière croissante, de l'impact des politiques de l'UE sur les États membres. Là où le monarque tend son piège, c'est lorsqu'il tente de donner un habillage culturel à un projet européen qui, à travers ses traités et son fonctionnement, est aujourd'hui parfaitement néolibéral.

Dès sa création, le Parti de Gauche a compris que les traités européens représentent un carcan. En 2012, nous avons élaboré une stratégie de désobéissance. Entre temps, les expériences italienne, irlandaise ou grecque ont démontré l'inflexibilité de l'oligarchie européenne et la nécessité vitale de se doter de moyens de pression puissants dans les négociations. S'affranchir des traités européens n'est pas une option au sein d'un catalogue de mesures. Avec la mise en place de la 6e République, c'est la condition sine qua non pour la réussite de notre programme « L'Avenir en Commun ». Répondre aux urgences écologiques, sociales et démocratiques est impossible dans le cadre actuel des traités. La stratégie du Plan A / Plan B, précisée lors de l'élection présidentielle de 2017 et des différents Sommets du plan B, propose une méthode pour sortir des traités tous ensemble afin de construire enfin une Europe du nouvel humanisme écosocialiste.

Dès l'été 2015, face au choc de la confrontation victorieuse de l'UE sur le gouvernement Syriza en Grèce, le Parti de Gauche a lancé l'idée de l'élaboration d'un Plan B pour l'Europe et amorcé le cycle des sommets internationalistes du Plan B. Après les sommets de Paris en janvier 2016, de Madrid en février 2016, de Copenhague en novembre 2016, de Rome en mars 2017, et de Lisbonne en novembre 2017, le prochain sommet devrait avoir lieu à Paris à l'automne 2018, alors que la campagne pour les élections européennes de 2019 aura débuté. Le présent texte vise à préciser la vision stratégique avec laquelle le Parti de Gauche se projette dans la période à venir, en actualisant le texte adopté lors de son Conseil national les 18 et 19 février 2017.

\*\*\*\*\*

- **Depuis sa création, le Parti de Gauche dénonce le déni de démocratie qui sous-tend la construction européenne.**

Notre parti est un héritier de la campagne pour le « NON » au référendum sur le Traité Constitutionnel Européen de 2005. A cette occasion, les Français-e-s se sont opposé-e-s à 55 % à un texte qui voulait inscrire le dogmatisme libéral comme norme suprême. La victoire a été obtenue grâce à une formidable mobilisation populaire, en particulier grâce au vote d'intérêt général des ouvrier-e-s et des populations les moins diplômées contre l'oligarchie européenne et libérale, ainsi que les médias à leur solde.

Le Traité de Lisbonne de 2007, qui reprend presque mot pour mot le Traité constitutionnel rejeté en 2005, est un déni scandaleux de démocratie. L'UMP et le PS sont passés par la voie parlementaire pour le signer dans le dos des peuples et contourner ainsi la volonté démocratique qui s'était clairement exprimée.

L'Union européenne vise à ligoter la souveraineté populaire depuis sa fondation. En 1957 déjà, le député de l'Eure, membre du Parti radical socialiste, Pierre Mendès France s'opposait au marché commun institué par le Traité de Rome qu'il dénonçait comme « l'abdication de la démocratie » et la délégation du pouvoir à une autorité extérieure. Ce projet est désormais ouvertement assumé par les puissants : le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker déclarait en 2015 qu'il n'y a « pas de choix démocratique en dehors des traités ».

Un droit européen de plus en plus abondant est émis par des institutions européennes opaques, non représentatives et faisant une trop large part à la Commission européenne non élue par rapport au Parlement européen. En l'absence de démocratie européenne digne de ce nom et face à la dépossession de pouvoir des Parlements nationaux, nous nous opposons à l'imposition d'un droit européen. À plus forte raison quand il met en cause les acquis du droit national.

- **Dans sa forme actuelle, l'Union européenne organise la mise en concurrence des travailleurs, l'hégémonie du capital et la soumission à la mondialisation néolibérale.**

Les freins à la souveraineté populaire viennent servir un projet politique qui s'oppose aux aspirations légitimes des peuples : loin d'être un bouclier contre la mondialisation néolibérale, l'UE l'organise. Les traités consacrent la libre circulation des biens et des marchandises, ainsi que des capitaux (au sein de la zone mais également vis-à-vis du reste du monde) ; ils ouvrent ainsi la voie au dumping social et fiscal généralisé et au chantage des puissances de l'argent. Les traités soumettent les Parlements nationaux à des limitations insupportables de leur pouvoir en fixant par une « règle d'or » un plafond de 3% du PIB au déficit public et une surveillance du processus budgétaire. Ils organisent la casse des services publics en imposant notamment la libéralisation des services ferroviaires, énergétiques, postaux et des télécommunications. Aujourd'hui, la réforme de la SNCF et la perspective de sa privatisation découlent directement des traités européens. Le projet de loi d'habilitation à prendre ordonnances du gouvernement, qui impose la mise en concurrence du transport ferroviaire, résulte des directives du 4ème Paquet ferroviaire européen. Le Paquet ferroviaire traduit lui-même la lettre des traités européens. Il est gravé dans le marbre des traités que les entreprises de réseau et de service d'intérêt

général sont soumises aux règles de la concurrence et que les entreprises publiques ne peuvent bénéficier d'aucun avantage. Il s'agit là d'une conception très éloignée de celle du service public telle qu'elle s'est construite historiquement en France, et qui s'annonce ravageuse d'un point de vue à la fois social et environnemental.

L'euro dans son fonctionnement actuel vient lui aussi soumettre les peuples. Une monnaie et une politique monétaire uniques s'appliquent à des économies très hétérogènes sans qu'un budget européen conséquent ne permette d'investir dans les pays de la périphérie de l'UE afin d'assurer une convergence. En l'absence de la possibilité de dévaluer leur monnaie, plusieurs États connaissent des déficits commerciaux durables. L'Allemagne à l'inverse, dont le patronat a réussi à comprimer les salaires depuis le milieu des années 1990, accumule les excédents. Les États moins compétitifs que l'Allemagne sont condamnés à une « dévaluation réelle », c'est-à-dire à l'ajustement à la baisse des salaires et des conditions de travail pour ne pas perdre pied dans l'environnement hautement concurrentiel qui a été organisé par les traités. En France, le « pacte de responsabilité », la loi El Khomri et les ordonnances travail vont dans cette direction.

- **Engagée dans la campagne présidentielle de 2017 avec une stratégie européenne audacieuse, la France insoumise a contribué au bouleversement du champ politique européen.**

Notre stratégie plan A / plan B a été pensée à partir de l'échec de la social-démocratie à réorienter le projet européen, ainsi que l'échec d'Alexis Tsipras en Grèce. Elu en 2015, son gouvernement n'a pas réussi à appliquer son programme de rupture avec l'austérité. Entraîné dans une spirale de concessions, il s'est laissé condamner à l'impuissance, à défaut d'avoir préparé un plan B. Tirant les leçons de cette expérience, plusieurs forces politiques se sont accordées sur l'importance d'avoir un plan B pour engager le rapport de force avec l'oligarchie européenne. En cas d'arrivée au pouvoir, un gouvernement populaire devra proposer un plan A, c'est-à-dire la sortie de tous les pays des traités européens par l'abandon des règles existantes et la négociation d'autres règles. S'il échoue, il devra envisager un plan B, c'est-à-dire une sortie unilatérale des traités et la construction d'autres coopérations avec l'ensemble des pays qui opéreront également cette sortie (par tous les pays qui le souhaitent pour proposer d'autres coopérations). Cette stratégie a été formalisée dans la déclaration adoptée à l'issue du sommet du plan B de Rome en avril 2017. Aujourd'hui, le forum du plan B en Europe regroupe une trentaine de partis et de mouvements qu'il fédère autour d'un horizon européen positif. Il joue la fonction fédératrice du forum de São Paulo qui a préparé la série de prises de pouvoir en Amérique latine.

Le champ politique européen est aujourd'hui marqué par une profonde recomposition. Toute l'Europe connaît un affaiblissement conséquent des partis qui structuraient traditionnellement les systèmes politiques. Dans de nombreux pays, le bipartisme se meurt et de nouvelles forces émergent. Dans ce contexte, l'extrême-droite menace. En Allemagne, l'AfD a remporté 12,64 % des voix et est entrée pour la première fois au Bundestag. En Autriche, le FPÖ a remporté 25,97 % et est entré au gouvernement. En Italie, la Lega est devenu le premier parti à droite et aspire à gouverner. En Hongrie, le Jobbik a obtenu 19,61 % des suffrages le 8 avril dernier, devenant le principal parti d'opposition face à Viktor Orbán... En France, si le Front National s'est hissé au second tour de la présidentielle, la désastreuse campagne de second tour de Marine Le Pen et les errements stratégiques du FN l'ont disqualifié comme force de

gouvernement. A l'inverse, la France insoumise s'est affirmée comme le premier opposant à Macron ainsi que comme une alternative crédible grâce, notamment, au travail acharné de son groupe parlementaire. Elle ouvre la voie pour endiguer l'extrême droite et engager la révolution citoyenne à l'échelle européenne.

- **La construction d'une alliance progressiste crédible en Europe doit s'appuyer sur la rupture avec les traités européens.**

La France insoumise s'allie avec d'autres organisations politiques européennes pour appeler à la création d'un « nouveau projet d'organisation pour l'Europe » et lancer un nouveau mouvement politique. Elle a signé en avril dernier à Lisbonne la déclaration commune « Maintenant le peuple », avec Podemos et le Bloco de Esquerda, rejoints par Potere al Popolo et Enhedlisten, l'alliance rouge-verte au Danemark. Ces forces politiques s'accordent sur le fait que la rupture avec les traités européens est indispensable pour obtenir une réorientation radicale des politiques européennes. Seule une rupture avec ce carcan permettra de sortir de l'austérité et du dumping fiscal et social qui nous sont imposés. Elle est aussi la condition pour pouvoir mettre en œuvre des mesures de protectionnisme social et écologique - tels qu'une taxe kilométrique assortie de critères d'empreinte carbone et de droit du travail dans les pays producteurs - pour appliquer des politiques de relocalisation durable de l'activité, en rapprochant les lieux de production et de consommation, qui est un des piliers de la bifurcation écosocialiste de la société. La France insoumise s'est également engagée dans une campagne commune avec Podemos contre la fraude et l'évasion fiscale, qui, conduite avec volontarisme, permettrait de financer cette bifurcation. Enfin, les traités de libre échange qui se multiplient avec l'Union européenne représentent une menace très sérieuse sur l'agriculture et la santé : en privilégiant le commerce et les intérêts économiques sur le respect des normes sanitaires et environnementales, ces traités font une fois de plus l'impasse sur l'urgence de repenser notre rapport à la nature et aux écosystèmes qui rendent la vie humaine sur Terre possible. L'incapacité de l'UE à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à placer le climat au centre de ses préoccupations ; la difficulté récurrente face aux puissantes multinationales - qui ont leurs bureaux d'influence dans l'enceinte même du Parlement européen - à interdire le recours à des pesticides dont la dangerosité a pourtant été établie, à autoriser les semences libres, ou à interdire les pratiques les plus dévastatrices de pêche industrielle, tout cela est révélateur, pour qui veut bien ouvrir les yeux, de l'impuissance de l'intérêt général à s'imposer dans le cadre de l'UE actuelle.

Les élections européennes de mai 2019 ne doivent laisser aucun doute : contre le discours tenu par la propagande médiatique, les vrais européens et les vrais internationalistes, c'est nous ! Simplement, pour nous, l'Union européenne n'a pas le monopole de l'Europe, et d'autres espaces de coopération sont possibles, notamment avec le pourtour Méditerranéen, sur les bases d'un projet politique radicalement différent. Le programme de la France insoumise doit, dans cette perspective, préfigurer la réorientation radicale du projet européen que nous appelons de nos vœux.

Le Parti de Gauche réaffirme à ce sujet son attachement au remaniement du cadre économique européen préparé par les sommets du plan B. Une réforme profonde de la BCE est nécessaire, avec comme objectifs obligatoires de viser au plein emploi - avec une meilleure répartition via la réduction du temps de travail, en permettant aux Etats d'investir massivement vers la transition énergétique, la

bifurcation écosocialiste de la production et les millions d'emplois qu'elle créerait, de permettre le financement des investissements publics et une activité économique écologiquement viable. Le TSCG et l'ingérence des institutions dans les budgets nationaux doivent être abolis, en s'assurant que les États membres puissent mener des politiques conformes aux choix démocratiques des peuples. Une conférence européenne des dettes doit permettre de libérer les peuples des dettes illégitimes contractées auprès des marchés financiers, la BCE ne jouant pas son rôle auprès des États membres, et impayables. La politique commerciale européenne doit être réorientée, afin de lutter contre les déséquilibres commerciaux générés par la logique, impulsée au premier chef par l'Allemagne. Le CETA, le TAFTA, TISA et autres accords de libre-échange doivent être rejetés. Un principe de non régression sociale et environnementale doit être introduit et s'imposer, ainsi que des normes écosocialistes pour le marché intérieur unique et les échanges avec les pays tiers.

\*\*\*\*\*

Face à la logique austéraitre et antidémocratique de l'UE actuelle, les élections européennes de mai 2019 doivent être l'occasion de mettre les politiques européennes en débat et de les soumettre au suffrage universel. Nous devons oser poser sur la table les questions qui fâchent, sans en avoir peur, et faire oeuvre de pédagogie sur l'espoir de nouveaux horizons, l'émancipation et la souveraineté populaire que permettraient ces ruptures. Nous devons montrer que notre critique de l'UE n'a rien en commun avec celle portée par ceux qui reprennent aujourd'hui le flambeau national-socialiste en s'appuyant sur l'Europe forteresse : les ruptures que nous proposons ne sont en rien un repli, ni une fin en soi, mais tout au contraire l'outil d'ouverture vers de nouvelles coopérations et un avenir meilleur pour les citoyens de l'Union. Aujourd'hui, les oligarques européens ne savent pas quelles réponses apporter aux difficultés de l'UE, comme le Brexit. La réforme de la zone euro est en panne. L'Allemagne bloque le projet d'un budget européen porté par Emmanuel Macron. Pour relancer la machine européenne, l'idée d'une Europe militaire est remise sur la table ; ce projet a cependant pour grande faiblesse de ne pas dire la menace à laquelle il est censé répondre, et ce, alors que 22 états membres de l'UE sont membres de l'Otan. Cet alignement militaire doit enfin être mis en regard de l'influence du dollar et des lois d'extraterritorialité des Etats-Unis, qui sont en train de révéler l'impuissance économique de l'UE dans le cadre de l'accord sur le nucléaire Iranien. Il est temps de reprendre la main !

Dans ce contexte, la France insoumise peut imposer son scénario de sortie de crise, le seul scénario crédible et désirable pour avancer vers une Europe des peuples, de l'écosocialisme et de l'intérêt général humain. Pour cela, la FI et l'alliance qu'elle construit doivent prendre toute leur place dans la reconfiguration du champ politique européen et tâcher de disposer d'une large assise parlementaire à l'issue des élections européennes de mai 2019. Le Parti de Gauche pèsera de tout son poids dans ce sens.